

Le silence assourdissant de Paris et de Bruxelles

Si les élites européennes soutiennent les régimes du Maghreb, ce n'est pas seulement par peur de l'islamisme, explique un chroniqueur algérien.

Le Maghreb et sa population n'ont rien à attendre de l'Europe en général et de la France en particulier. Ou, pour être plus exact, ils n'ont rien à attendre de la Commission européenne, des gouvernements européens et des classes politiques européennes, surtout la française. C'est l'une des réflexions que je ne cesse de ressasser depuis que l'Algérie et, plus encore, la Tunisie ont été entraînées dans une spirale de violences.

Qu'entendons-nous de la part de la classe politique française pour ne prendre que cet exemple ? Un silence assourdissant, parfois troublé par quelques déclarations qui nous expliquent que tout ne va pas si mal au Maghreb, que les trois pays ne sont pas des dictatures, que des progrès importants ont été réalisés, que la France n'a pas de leçons à donner (elle qui passe son temps à le faire quand il s'agit d'autres pays dits voyous, tel l'Iran) et qu'il faut donner du temps au temps.

Imaginez une voix, un peu cassante, un peu impatiente, certainement pas gênée : *“Des morts ? Oui, d'accord, mais cela finira bien par changer...”* Désinvolture, mépris aussi.

On pourra me demander : mais que peut l'Europe ? Que peut la France ? Je les entends déjà m'accuser de trahison pour avoir appelé, ou tout simplement évoqué, une quelconque interférence étrangère dans les affaires des Algériens, mais aussi des Tunisiens, sans oublier les Marocains, lesquels sont embarqués dans la même galère même si cela ne bouge guère chez eux en ce moment (cela viendra, croyez-moi).

Disons donc que la France et l'Europe sont dans la même position que celui qui entend son voisin cogner femmes et enfants jusqu'au sang, voire jusqu'à les tuer. Ces gens-là peuvent effectivement se boucher les oreilles ou monter le son de la télévision. Ils peuvent regarder ailleurs et uriner sur ces valeurs dont ils se gargarisent si souvent, en se posant comme exemples à suivre dans le monde entier. Ensuite, quand ils croiseront le coupable dans les escaliers, ils discuteront avec lui comme si de rien n'était, et la vie suivra son cours, du moins pour celles et ceux qui ne l'auront pas perdue.

En réalité, la France et l'Europe sont dans une position bien plus forte qu'on ne le croit. N'existe-t-il pas un certain accord d'association signé, de façon séparée, par l'Union européenne et les trois pays du Maghreb ? Cet accord qui fait la part belle au libre-échange et à la baisse des tarifs douaniers n'est-il pas accompagné d'un volet qui porte sur la question des droits de la personne humaine ?

De même, ce fameux “partenariat privilégié” que l'Europe agite comme une carotte aux yeux des pays du sud et de l'est de la Méditerranée n'est-il pas aussi porteur, du moins sur le papier, d'exigences à propos du respect des libertés individuelles et du pluralisme politique ? Mais il est vrai que les Européens sont tétanisés.

Les régimes maghrébins, nous expliquent-ils, sont malgré tout un rempart contre tous les “ismes” : l'intégrisme, le radicalisme, le terrorisme, l'islamisme et même, que l'on me permette ce néologisme, le “harraguisme” [l'immigration clandestine]. C'est d'ailleurs ce que clament nos dirigeants. Etrange mais très habituelle situation où celui qui crée le problème se targue de le résoudre. Le fait est que les pouvoirs maghrébins font chanter l'Europe avec cette menace de l'islamisme. Ils savent que c'est un sujet dont la seule évocation fera taire les scrupules et disparaître les bons conseils à propos de l'importance de l'Etat de droit et du respect des libertés.

Ce n'est pas tout. Si la France politique – les Verts exceptés – est si silencieuse, c'est aussi parce qu'elle est tenue. Voilà le grand tabou qui devient tellement évident quand le Maghreb s'embrase.

Nous le savons tous. C'est même de bonne guerre. Parmi ceux qui clament, contre toute évidence, que la démocratie fait son chemin au Maghreb, combien sont vraiment sincères ? Et combien redoutent seulement de voir leurs compromissions révélées, leurs vacances au soleil, tous frais payés, dans des palaces de luxe ou des palais officiels, supprimées ? Combien sont "couscoussés" ou "tajinés" ? Combien tremblent à l'idée que le voile pourrait se lever sur leurs rapports bidon, sur leurs petits péchés mignons ou, plus grave encore, sur leurs turpitudes et leurs actes immoraux – dont ils n'ignorent pas qu'ils ont certainement été enregistrés et filmés par ceux qui sauront les ramener dans le droit chemin s'ils osent la moindre critique ? Quand les Maghrébins auront repris leur destin en main – et cela finira par arriver car rien n'est immuable –, il faudra se souvenir de ces lâchetés intéressées.

Akram Belkaid

Réactions

Vu de Berlin

“Le monde arabe se trouve-t-il à la veille d'un tournant comparable à celui de 1989, qui a balayé les régimes sclérosés du bloc soviétique ? C'est ce qu'on peut espérer aujourd'hui. Car la chute du dictateur tunisien Ben Ali est un événement historique : après des décennies d'oppression, les citoyens d'un pays arabe ont pour la première fois réussi à chasser par leurs propres moyens un tyran détesté. Les autocrates de la région ont de bonnes raisons de craindre un effet domino car leurs peuples souffrent des mêmes problèmes que les Tunisiens. En Algérie, en Jordanie, en Egypte et au Yémen, la Tunisie fait aujourd'hui figure d'exemple. C'est un tournant historique qui rappelle la chute du Mur”.

Die Tageszeitung.

Les années Ben Ali

1987. Zine El-Abidine Ben Ali est nommé Premier ministre le 2 octobre. Le 7 novembre, il destitue Bourguiba pour des raisons médicales et prend sa place à la tête de l'Etat.

1988. Le PSD se transforme en février en Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD).

1989. Ben Ali, candidat unique, est élu président de la République avec 99,27 % des suffrages.

1999. Ben Ali est réélu avec 99,4 % des voix.

2002. Des attentats islamistes perpétrés le 11 avril à Djerba causent la mort de 15 personnes.

2004. Ben Ali est à nouveau réélu avec 94,5 % des suffrages.

2008. La Tunisie intègre en janvier la zone de libre-échange Euromed. Révolte violemment réprimée dans le bassin minier de Gafsa, dans le sud-ouest de la Tunisie.

La Tunisie participe au sommet de l'Union pour la Méditerranée organisé à Paris le 13 juillet.

2009. Ben Ali est réélu pour un cinquième mandat avec 89,62 % des suffrages.

2010. Mohamed Bouazizi, 26 ans, s'immole par le feu le 17 décembre à Sidi Bouzid. Cet acte d'ultime contestation déclenche des manifestations qui gagnent les principales villes du pays. Un mouvement baptisé "révolution du jasmin".

2011. Ben Ali fuit le pays le 14 janvier et trouve refuge en Arabie Saoudite.

Conformément à la Constitution, c'est le président de la Chambre des députés, Fouad Mebazza, qui assure les fonctions de chef de l'Etat. Selon un bilan officiel, les heurts avec les forces de l'ordre ont fait 78 morts.

Le 17 janvier, un gouvernement d'union nationale est formé mais rapidement contesté. Des élections législatives se tiendront dans un délai de six mois.